



PAR COURRIEL

Montréal, le 5 décembre 2023

Monsieur Luc Provençal
Secrétaire : Madame Stéphanie Pinault-Reid
Commission de la santé et des services sociaux
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

CSSS-044
2023-12-05
S. Pinault-Reid

luc.provençal.beno@assnat.qc.ca
csss@assnat.qc.ca

Objet : Étude détaillée du projet de loi 15

Monsieur le président,

Par la présente, nous souhaitons alerter la Commission de la santé et des services sociaux, que vous présidez, concernant le projet de loi 15, plus particulièrement au sujet de quelques éléments fondamentaux qui doivent impérativement faire l'objet d'une révision par la commission avant la poursuite du processus d'adoption. Bien que nous soyons dans l'ensemble en défaveur de ce projet de loi parce qu'il n'est pas porteur de changements, qui sont pourtant nécessaires au bon fonctionnement du réseau de santé et services sociaux du Québec, nous vous invitons à réexaminer les quelques éléments suivants, lesquels nous semblent particulièrement préoccupants.

- La mission de Santé Québec, de même que le mandat de ses instances administratives, de direction et de gestion, doivent être définis de telle sorte à comporter un objectif principal de valorisation, préservation et développement des soins et des services publics. Santé Québec doit d'abord et avant tout être au service de cette priorité, et non au service du développement du secteur privé en santé.
- La reddition de comptes, dans l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux, devrait reposer sur le principe de transparence et de son caractère public. Tous les établissements et prestataires du domaine de la santé, qu'ils soient publics ou privés, devraient y être assujettis, et ce, afin de permettre de contrôler, par région, par installation et par mission, l'utilisation des ressources financières, matérielles et humaines, ainsi que l'accès et la qualité des services dispensés à la population.

.../...

- Santé Québec doit être chargée de produire et de publier des données et statistiques qui permettent de faire le suivi de l'accès aux soins et services et de l'état de santé de la population par région et par mission. Il en va du droit de la population de pouvoir suivre l'évolution de son réseau.
- Des membres du personnel salarié du réseau, désignés par et parmi le personnel, doivent être intégrés aux diverses instances administratives et consultatives prévues dans le projet de loi 15. Ces personnes constituent les yeux et les oreilles du réseau, sur le terrain, et doivent être mises à contribution pour apporter un éclairage complémentaire et essentiel dans les diverses instances.

Nous estimons que des modifications significatives au sujet des éléments que nous portons à votre attention, de même que le respect des droits des travailleuses et des travailleurs, sont des préalables essentiels à toute mobilisation positive du personnel du réseau et de la population autour de cette réforme.

Nous aimerions que cette lettre soit lue et déposée dans le cadre de l'étude détaillée.

Nous vous prions, monsieur le président, de bien vouloir agréer l'expression de notre considération respectueuse.



David Bergeron-Cyr
Vice-président
Confédération des syndicats
nationaux (CSN)



Réjean Leclerc
Président
Fédération de la santé et des
services sociaux (FSSS-CSN)



Danny Roy
Président
Fédération des
professionnelles (FP-CSN)



Vice-présidente, services aux
membres
Syndicat québécois des
employées et employés de
service (SQEES-FTQ)



Maxime Ste-Marie
Président
Conseil provincial des affaires
sociales
Syndicat canadien de la
fonction publique (SCFP)



Émilie Charbonneau
2^e vice-présidente
Alliance du personnel
professionnel et technique de
la santé et des services
sociaux (APTS)



Luc Beauregard
Secrétaire-trésorier
Centrale des syndicats du
Québec (CSQ)



Martin Trudel
3^e vice-président
Syndicat des professionnelles
et professionnels du
gouvernement du Québec
(SPGQ)



Isabelle Dumaine
Présidente
Fédération de la Santé du
Québec (FSQ-CSQ)



Magali Picard
Présidente
Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec - FTQ



Françoise Ramel
Vice-présidente
sociopolitique, Solidarité,
corresponsable
Condition féminine et Équipe
juridique
Fédération
interprofessionnelle de la
santé du Québec - FIQ

- c. c. M. Christian Dubé, Ministre de la Santé
M. André Fortin, Porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé
M. Vincent Marissal, Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de santé
Joël Arseneau, Porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de santé
Guillaume Cliche-Rivard, Député Québec solidaire